

OpenPaas : l'Etat injecte près de 11 millions pour concurrencer Google et Microsoft

Une alternative à Office 365 ou aux Apps de Google pour l'administration ? Le projet OpenPaas, qui a bénéficié en avril dernier d'un financement de 10,7 millions d'euros issu des Investissements d'avenir, vise à développer une **suite collaborative Cloud**, unissant messagerie instantanée, partage de fichiers, visioconférence et réseau social d'entreprise. Une suite Open Source en cours de développement et portée par un consortium composé de la SSSL (société de services en logiciels libres) Linagora, de Nexedi (ERP Open Source), de Xwiki (collaboratif en Open Source) ainsi que de deux laboratoires de recherche en informatique (celui de Polytechnique et le Loria (laboratoire de Lorraine) dépendant de l'Inria). Selon Les Echos, l'objectif fixé par le Premier ministre, Manuel Valls, consiste à créer le bureau virtuel du futur afin d'être à même de proposer « *une offre française indépendante dans un domaine dominé par les acteurs américains* ».

Remarquons toutefois que le projet semble bel et bien **porté à bout de bras par Linagora**. Les 5 principaux contributeurs d'OpenPaas répertoriés [sur GitHub](#) sont ainsi tous issus de la SSSL. Notons d'ailleurs que l'activité de développement autour d'OpenPaas – que l'on peut visualiser via le nombre de paquets logiciels soumis à la communauté (les commit) – a démarré dès la fin 2013, et s'est ralenti début 2015, avant de reprendre aux environs d'avril. Selon Les Echos, Linagora réalise environ la moitié de son chiffre d'affaires (11 millions d'euros) grâce à l'Etat. La société équipe 40 % des ministères avec sa messagerie OBM. Elle est actuellement en concurrence avec Microsoft pour fournir le futur système de messagerie, sur lequel planche la DSI de l'Etat (la Disic).

En pleine bataille du RGI

Alexandre Zapolski, le Pdg de Linagora, interrogé par nos confrères de CIO, explique qu'OpenPaas embarquera quelques innovations comme un mode pair à pair pour la gestion de documents (évitant le stockage de l'information en un point unique), un nouveau mode de chiffrement (prévu pour dans deux à trois ans seulement) et des API ouvertes facilitant le développement de services tiers. La v1 d'OpenPaas devrait être disponible « *dans les prochains mois* », selon CIO.

Notons que le projet OpenPaas passe sous les feux de l'actualité au moment où la bataille entre tenants d'une généralisation de l'Open Source dans l'administration et défenseurs du statu quo bat de nouveau son plein. Comme au milieu des années 2000, la guéguerre s'est cristallisée autour du RGI, un obscur document référençant les formats que doivent employer les administrations afin de faciliter l'interopérabilité entre les services. Les premières versions de ce Référentiel général d'interopérabilité ont choisi de [faire l'impasse sur le format de Microsoft](#) (OpenXML, normalisé par l'ISO) pour privilégier ODF (Open Document Format, lui aussi normalisé ISO), issu de la suite bureautique libre OpenOffice. Après [arbitrage de l'Elysée](#), une [nouvelle version du RGI réintègre OpenXML](#), tout en le maintenant « *en observation* » et en faisant d'ODF le format « *recommandé* ».

A lire aussi :

[Henri Verdier serait le futur DSI de l'Etat](#)

[Logiciels libres : pourquoi le secteur public doit aller plus loin](#)